

## **Education: Le Maroc mauvais élève, y compris dans la zone Mena!**

04/02/2008

Sur 14 pays classés, le Royaume arrive 11<sup>e</sup>. Huit crans en dessous de la Tunisie et 3 rangs plus loin que l'Algérie. En cela, le Maroc fait à peu de choses près aussi mal que l'Iraq, le Yémen ou la République du Djibouti.

Globalement, c'est un constat d'échec qui se dégage pour toute la zone Mena. «Les réformes passées n'ont pas donné lieu aux résultats éducatifs recherchés», relève le rapport. Dès lors, il convient d'adopter «un nouveau cadre». L'institution internationale propose d'agir à trois niveaux: l'ingénierie de l'enseignement, les incitations et la responsabilité publique. Et l'un ne va pas sans l'autre. Car, estime le rapport, «les trois éléments de réforme sont critiqués et si les décideurs mettent beaucoup trop l'accent sur un seul élément et négligent les autres, les réformes futures n'atteindront pas leurs objectifs». De fait, les programmes de réforme réussis combinent les trois facteurs. En revanche, «des réformes partielles et isolées peuvent apporter quelques améliorations sur le plan des performances, sans pleinement réaliser l'objectif».

Sur le volet de l'ingénierie, qui renvoie au déploiement d'écoles, d'enseignants et d'équipement, le rapport reconnaît que la plupart des pays de la zone Mena s'applique à «augmenter la quantité et à améliorer la qualité des intrants dans les systèmes éducatifs». Pour autant, avertissent les auteurs du rapport, cette action «ne modifie pas nécessairement le comportement des acteurs concernés, c'est-à-dire les prestataires de service et les clients». En clair, il ne suffit pas uniquement de construire des écoles, mais il convient aussi de motiver les acteurs participant au processus d'éducation. Pour assurer que ces derniers «agissent comme ils sont supposés le faire, il est important de lier les résultats éducatifs aux récompenses (ou pénalités) adressées aux enseignants et directeurs d'école», propose le rapport. Ses auteurs envisagent par exemple, «des récompenses, pécuniaires ou autres, accordées aux enseignants ou écoles sur la base de meilleurs résultats aux examens».

Sur le volet de la responsabilité publique, il est préconisé que les nouvelles réformes mettent l'accent sur «la capacité des parents, élèves et autres intervenants à exercer une influence sur les objectifs politiques et l'allocation des ressources consacrées à l'éducation au niveau national et/ou local». L'idée étant que si une majorité des bénéficiaires arrive à persuader les décideurs d'améliorer les politiques éducatives, les résultats en seront améliorés. A l'opposé, «si l'éducation est conçue pour servir les intérêts de quelques-uns seulement, le bénéfice tiré de l'investissement à l'éducation ne profitera pas à la majorité». Pour sûr, «la responsabilisation des décideurs envers les citoyens peut faire en sorte que l'éducation serve mieux les objectifs les plus larges de la société», estime la Banque Mondiale.

Pour conforter ces recommandations, l'institution internationale relève que les pays qui tiennent le haut du pavé dans la région Mena, sont ceux qui ont intégré ces nouveaux impératifs à leur politique. Toutefois, note le rapport, pour l'heure, «le changement d'orientation a été limité et ne convient pas aux demandes actuelles et futures auxquelles les systèmes éducatifs sont confrontés à travers la région».

**Enseignants, méritez votre salaire!**

Payer les enseignants au mérite. La Banque Mondiale envisage, dans son dernier rapport sur l'éducation, cette mesure pour impulser l'enseignement dans la zone Mena. L'idée est de «lier les résultats éducatifs aux récompenses (ou pénalités) adressées aux enseignants». Comment? En versant à ces derniers, «des récompenses, sur la base des résultats obtenus par leurs élèves». Mais quelle chance de voir le Maroc opter pour un tel système?

Réda Harmak



Source: L'Economiste

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=societe&id=2301>